

La plage d'Argelès-sur-Mer reconnue "Lieu de mémoire démocratique"



F. Martínez López et A. Parra, entourés d'élus et représentants de Ffreee. Photos M.-C. Canal



- Le Secrétaire d'État et le maire dévoilent la nouvelle plaque.



• La plage d'Argelès-sur-Mer reconnue "Lieu de mémoire démocratique"

-
-
-
-

Samedi 22 février, plage Nord, c'est sous la pluie que s'est déroulée, en présence de représentants du gouvernement espagnol, la cérémonie de reconnaissance officielle de la plage d'Argelès-sur-Mer comme "Lieu de mémoire démocratique".

À l'emplacement de l'entrée sud du Camp d'Argelès, symbolisé par un monolithe, Jacqueline Payrot, présidente de l'association Ffreee (Fils et filles de républicains espagnols et enfants de l'exode), Fernando Martinez López, Secrétaire d'État espagnol à la Mémoire démocratique et Antoine Parra, maire d'Argelès-sur-Mer, ont tour à tour évoqué les *"mémoires partagées"* de ces hommes et femmes forcés de prendre le chemin de l'exil pour défendre la démocratie.

Ouvrant une cérémonie empreinte d'émotion, Jacqueline Payrot a évoqué la solidarité qui, à l'intérieur du camp, *"ce lieu de souffrance mais aussi de résistance"*, a uni des milliers de personnes, permis d'organiser leur survie, et de conserver les

valeurs de la Seconde République espagnole : *"Freee adhère à ces valeurs et rappelle à tous la nécessaire solidarité entre les Hommes"*.

Au nom de son gouvernement, le Secrétaire d'État espagnol a ensuite déclaré officiellement la plage d'Argelès "Lieu de mémoire démocratique". *"Ici, sur cette plage, ils représentaient le meilleur de l'Espagne"*, a-t-il affirmé avant de rappeler : *"Ils n'ont cessé de combattre contre le fascisme en Espagne, puis en France... Souvenons-nous que les Républicains ont été les 1ers à entrer dans Paris. Avec les Forces françaises de l'Intérieur, ils ont libéré 50 départements français"*.

Devoir de mémoire

Dans une période troublée où les extrémismes semblent refaire surface, chacun des intervenants a insisté sur la nécessité de perpétuer la mémoire, surtout auprès des jeunes : *"Ce qui est en jeu, c'est la démocratie, la liberté, la justice sociale. Ils ont combattu pour ça"*, a martelé le Secrétaire d'État qui a également rappelé la venue, en 2019, sur cette même plage, du président du gouvernement espagnol Pedro Sanchez qui avait alors officiellement demandé pardon aux victimes du franquisme.

Après la Loi sur la mémoire historique de 2007, qui a permis aux enfants et petits-enfants de républicains espagnols exilés d'acquérir la nationalité espagnole dont leurs parents ou grands-parents avaient été privés lorsqu'ils ont fui leur pays, la Loi de mémoire démocratique de 2022 confirme la volonté de l'Espagne de rendre *"dignité, réparation et justice"* aux victimes du franquisme.

Antoine Parra, après avoir salué les associations patriotiques et leurs porte-drapeaux, a souligné *"un acte solennel et fort"* et rappelé la décision de la municipalité, dès 1999, d'agir contre l'oubli. Saluant le courage du gouvernement espagnol, il a déclaré : *"Nous sommes à un carrefour de l'Histoire... Ce qu'il se passe dans le monde nous oblige à agir... On ne pourra pas dire : on ne savait pas !"* avant de remettre la médaille de la ville à Fernando Martínez López.